



Confédération paysanne
Nouvelle-Aquitaine

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

Communiqué de presse

Bordeaux, le 16 juillet 2025,

Face à la guerre de l'eau, il faut ouvrir le dialogue de toute urgence !

L'actualité est chargée ces temps-ci autour de la gestion de l'eau : quatre bassines découpées au cutter, une journaliste agressée par des irrigants pendant une interview d'un militant anti-bassine, la condamnation par la justice de neuf irrigants propriétaires de bassines illégales à 1,5 million euros d'amende pour le prélèvement illégal de plus de 4 millions de m³ d'eau en 2 ans et demi...

On voit bien que la guerre de l'eau a déjà commencé, alors même que seulement 11% des surfaces agricoles en Nouvelle-Aquitaine sont irriguées actuellement. Et ce n'est pas la sécheresse précoce (18 départements en crise et 48 en restriction au 7 juillet) qui touche la France cette année qui va calmer les tensions.

Pour la Confédération paysanne de Nouvelle-Aquitaine, la question n'est pas de condamner les uns ou les autres mais d'éviter que cela ne se reproduise ou empire. Pour cela, il faut ouvrir le dialogue de toute urgence.

Continuer sur le même modèle sans remise en question n'est pas une option et ne fera qu'accroître les tensions autour de l'eau. A titre d'exemple, le nouveau report du vote de l'étude scientifique HMUC (Hydrologie, Milieux, Usages Climat) du Clain dans la Vienne ne peut pas nous réjouir. Il est décrié car il oblige à une réduction de la consommation d'eau du fait de sa raréfaction, nuisible économiquement aux exploitants agricoles irrigants. Prenons de la hauteur, n'utilisons pas les études socio-économiques pour contester les faits scientifiques mais bien pour regarder les conséquences de la non-adaptation de l'ensemble des pratiques agricoles, des irrigants et non irrigants.

Nier la réalité de la raréfaction de l'eau aujourd'hui ne fera que renforcer son douloureux impact économique plus tard. A l'inverse, commencer à adapter nos pratiques dès maintenant le limitera.

Le monde agricole doit s'adapter à la ressource en eau disponible et à sa raréfaction prévisible et non pas adapter la ressource en eau à ses besoins, comme c'est le cas actuellement. Sinon la consommation sera synonyme d'épuisement de la ressource.

Nous appelons donc l'État à ses responsabilités, qu'il mène des politiques publiques ambitieuses en faveur de l'intérêt général et des générations futures, sans céder au lobbying de quelques-uns. Et qu'il impose à l'ensemble des parties prenantes de se remettre autour de la table pour relancer la discussion dans un climat serein.

Parce que l'eau est un bien commun, indispensable à la vie, elle doit être protégée et partagée, son usage agricole doit être régulé et priorisé de manière collective et démocratique.

Et nous appelons également tous les acteurs du monde agricole à reconnaître et accepter la réalité, baisser les armes et venir à la table des discussions pour construire une nouvelle gouvernance de l'eau.

*Pour la Confédération paysanne Nouvelle-Aquitaine
Benoit JAUNET, porte-parole, 06 89 32 23 32*